

Et ce n'est pas tout. Cette première étape du projet global du gouvernement va donner naissance—et nous y sommes habitués parce que depuis douze ans chaque initiative gouvernementale en a été marquée—à des hordes de nouveaux fonctionnaires dont la tâche consistera à appliquer les innombrables règlements qui vont harceler et assaillir ceux qui s'affairent à assurer notre autosuffisance énergétique pour l'avenir. Croyez-moi, personne au Canada mieux que nous, les habitants du Nord, sait à quoi s'en tenir à ce sujet. Cette intervention gouvernementale massive dans un domaine hautement spécialisé mais incertain de notre développement national va ralentir notre cheminement vers l'autosuffisance, qui a en fait été amorcé durant la très courte période où nous avons été au pouvoir, il y a un peu plus d'un an.

● (2030)

La différence, c'est que nous avons élaboré notre politique de concert avec les spécialistes dans ce domaine, dont le savoir-faire ne se fondait pas sur des considérations économiques théoriques ni sur des critères de programmation gouvernementale, mais sur des connaissances solides en matière de mise en valeur des ressources.

Je pose une question oratoire: quelle sorte de consultations le gouvernement a-t-il tenues avec les entreprises avant de nous présenter cette mesure? Je vous affirme qu'il n'a pas tenu l'ombre d'une consultation ni demandé le moindre avis des représentants de l'industrie ou des membres du public au nord du 60^e parallèle. Son idée de la consultation est de prendre une décision, puis d'en informer les intéressés en leur disant: «Alors, que pensez-vous de cela?» Si les gens visés par la mesure répondent qu'ils ne l'aiment pas, que cela ne marche pas, on leur dit que c'est bien dommage, mais que c'est ainsi qu'on va procéder. Voilà la conception que le gouvernement se fait de la consultation. C'est d'ailleurs une autre raison qui nous incite à considérer cette mesure avec méfiance comme la première étape d'une prise de contrôle totale du gouvernement fédéral sur le secteur énergétique dans notre pays.

Déjà, l'ingérence du gouvernement dans l'industrie pétrolière a donné lieu, comme de nombreux députés de notre parti l'ont signalé, à un désastreux exode de capitaux de notre pays au cours des neuf premiers mois de 1981. Nous avons, mois après mois, semaine après semaine, presque quotidiennement, jeté ces statistiques à la face du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il les a repoussées du revers de la main, mais pendant les neuf premiers mois de 1981, les capitaux qui ont quitté le Canada se sont chiffrés, non pas à 8 milliards, mais à 10 milliards de dollars à cause de mesures de ce genre. Cet exode massif, en grande partie attribuable à la crainte et à l'incertitude de l'industrie pétrolière, a menacé le dollar canadien et a fait remettre à plus tard d'importants projets énergétiques, notamment, d'après ce que nous en disent les députés de ces régions, l'abandon d'un ou de plusieurs projets, comme celui de pétrole lourd de Cold Lake. Ces projets sont indispensables au programme énergétique futur du Canada, mais ils sont délibérément sabotés par des mesures de ce genre.

Autre conséquence également importante, ce fut de faire disparaître tout espoir d'atteindre à l'autosuffisance énergéti-

Pétrole et gaz du Canada—Loi

que dans un avenir prévisible. Cette évidence s'impose même à celui qui ne connaît rien à l'industrie pétrolière, en dépit des assurances répétées du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et d'autres qui siègent de son côté. De fait, à cause de l'intervention inopportune et malavisée du gouvernement, toute possibilité d'atteindre à l'autarcie énergétique dans un avenir rapproché a disparu.

Si je ne m'abuse, il me reste encore quinze minutes, monsieur l'Orateur, mais je vois que vous indiquez votre montre. Il me reste encore du temps, n'est-ce pas?

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Je regrette de signaler au député que le temps de parole au cours du débat est limité à vingt minutes. Je suis certain que la Chambre consentira à l'unanimité à permettre au député de prendre encore une minute pour terminer ses observations.

Des voix: D'accord.

M. Nielsen: Je remercie les députés de leur indulgence. Je voulais dire encore que j'ai remarqué que les ministres, quand ils discutent de politique énergétique, parlent d'abondance et même lyriquement—j'aime bien écouter le ministre de l'Énergie chanter les vertus du Programme énergétique national—de la canadianisation. C'est de la foutaise, et les députés d'en face le savent. Ce que c'est en réalité, et j'aimerais bien être libre de parler à la Chambre comme un véritable habitant du Yukon, mais on s'attend à autre chose de ma part que de parler aussi carrément que je le fais chez moi, ce que c'est en réalité, c'est de la nationalisation. La nationalisation de l'industrie. C'est un mot intéressant dans le vocabulaire propre au parti libéral, le parti soi-disant libéral. Je soutiens, pour ma part, que, sur le plan de la doctrine, ce parti a perdu son caractère libéral en 1968. De toute façon, canadianisation signifie contrôle d'État. Voilà ce que vise la mesure à l'étude. D'après le gouvernement, pour appartenir aux Canadiens, les ressources doivent appartenir à l'État et être gérées par le parti libéral. Voilà son raisonnement. La canadianisation veut dire le contrôle d'État grâce à des sociétés établies expressément pour atteindre cet objectif. Il y a, par exemple, PetroCan, qui est dirigée, soit dit en passant, par des gens que je pourrais qualifier de bons partisans libéraux, sauf que je ne veux pas dresser les députés d'en face contre moi, et dont la principale qualité qui leur permet de siéger au conseil d'administration de Petro-Canada est la soumission à la volonté du parti libéral. Je pourrais donner des noms, mais je ne veux pas rabaisser la qualité du débat.

Une voix: Vous venez de le faire.

M. Nielsen: Tout cela est fort bien compris aux États-Unis, où l'on se rend très bien compte que la prétendue politique de canadianisation est en réalité une politique de contrôle et d'intervention de la part du gouvernement digne d'une république bananière. On en voit la preuve maintenant tous les jours, dans la façon dont nos faits et gestes sont considérés au sud de la frontière. Dans ces conditions, je proposerai au parti libéral un air électoral pour sa prochaine campagne, et vivement qu'elle arrive: «Oui, nous n'avons pas de bananes, parce que nous avons Pierre.»